



MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 25 mars 2024

Délibération n° 24.02.26 - Convention d'habilitation pour le dépôt de CEE (certificat d'économie d'énergie)

L'an deux mille vingt-quatre le vingt-cinq mars à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

Date de la convocation : mardi 12 mars 2024

Présents :

Nathalie GONZALES, Christophe FAURE, Geneviève DIBO, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Stéphane HUDDLESTONE, Christelle VIRQUIN, Damien LOMBARD, Floris GRANDVARLET, Nathalie CHALOPIN, Philippe COTTE, Christophe MELET, Léo DOMERGUE, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, David ROLFI, Fabienne LEQUENNE, Nadia ZEGRE, Julien DURANDO

Absents :

Francine DOLLA, Amélie BOURCET, Cindy FORTERRE-ROL, Bouchra EDDADSI BARQANE, Pierre KESTEMONT, Nicolas DATCHY

Procurations :

CHALOT-FOURNET Christine a donné pouvoir à GONZALES Nathalie, CHAVERNAS Christophe a donné pouvoir à LEQUENNE Fabienne, POMMERET Olivier a donné pouvoir à VIRQUIN Christelle, BONNAUD Sophie a donné pouvoir à CHALOPIN Nathalie

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absents	Procurations	Votants
29	19	6	4	23

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 221-17,

Vu la Loi de programme n° 2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE) et notamment ses articles 14 à 17

Vu la Loi n° 2010-788 du 2 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (loi ENE) et notamment son article 78 ainsi que ses décrets d'application,

Vu le décret n°2010-1663 du 29 décembre 2010 modifié relatif aux obligations d'économie d'énergie dans le cadre du dispositif des certificats d'économie d'énergie

Vu le décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 modifié relatif aux certificats d'économie d'énergie,

Vu le décret n°2011-1215 du 30 septembre 2011 relatif aux pouvoirs du ministre chargé de l'énergie en matière d'agrément de plans d'actions d'économies d'énergie et de délivrance de certificats d'économies d'énergie,

Vu le décret n° 2012-23 du 6 janvier 2012 relatif aux contrôles et aux sanctions applicables dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie,

Considérant la volonté de la commune de s'engager dans une politique globale de maîtrise de l'énergie dans ses bâtiments et installations techniques,

Considérant l'intérêt pour la commune de se faire accompagner afin d'obtenir la meilleure valorisation des certificats d'économies d'énergie,

Considérant le projet de convention d'habilitation pour le dépôt en groupement des CEE avec le Territoire d'Energie Var – SYMIELEC (TE83),

Le Certificat d'Économies d'Énergie, appelé communément CEE, correspond à la valorisation de travaux d'économies d'énergie en transformant les économies potentiellement engendrées en kWhcumac puis en euros.

Ce dispositif constitue l'un des instruments de la politique de maîtrise de la demande énergétique. Créé à la base en 2006, il repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les pouvoirs publics aux vendeurs d'énergie.

Ceux-ci doivent ainsi promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès des consommateurs d'énergie tels que les collectivités.

Le Symielec Var propose aux Communes du Var de valoriser leurs travaux de performance énergétique par le biais de regroupement de dépôt de CEE. Après consultation de plusieurs opérateurs, le Syndicat a contracté un partenariat avec « La Compagnie des Économies d'Énergies (La C2E) » jusqu'au 31 décembre 2023, à un tarif de rachat des CEE à un niveau plancher très valorisant, pour :

- Analyser les travaux et estimer les CEE à obtenir,
- Mettre en œuvre les contrôles réglementaires nécessaires sur les travaux réalisés,
- Monter les dossiers de demande de CEE et les suivre jusqu'à leur validation par le Pôle National des CEE,
- Vendre les CEE et les reverser au Syndicat.

Ensuite le Symielec Var reverse 90% des fonds issus de la valorisation des CEE aux Collectivités concernées. Les 10% conservés correspondent aux frais de gestion et de fonctionnement du service.

En signant la convention de regroupement du Symielec Var, les collectivités bénéficient de l'expertise du Syndicat pour récupérer des recettes issues de leurs travaux de rénovation.

L'accompagnement prévoir :

- L'analyse et l'estimation des CEE à obtenir,
- La mise en œuvre des contrôles règlementaires nécessaires sur les travaux réalisés,
- Le montage des dossiers de demande de CEE avec suivi jusqu'à leur validation par le pôle national des CEE.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'approuver la convention d'habilitation pour le dépôt en groupement des CEE avec le Territoire d'Energie Var – SYMIELEC (TE83),
- de l'autoriser à signer la convention et tout document relatif aux demandes de CEE.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Le Maire,



Nathalie GONZALES